

"Dans la cathédrale d'Aix-la-Chapelle" dans Frankfurter Allgemeine Zeitung (29 septembre 1978)

Légende: Le 29 septembre 1978, le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung se félicite de la bonne entente entre le chancelier allemand Helmut Schmidt et le président français Valéry Giscard d'Estaing.

Source: Frankfurter Allgemeine Zeitung. Zeitung für Deutschland. Hrsg. Eick, Jürgen; Welter, Erich; Fack, Fritz Ullrich; Deschamps, Bruno; Fest, Joachim; Reißmüller, Johann Georg. 29.09.1978, Nr. 214. Frankfurt/Main: FAZ Verlag GmbH. "Im Aachener Dom", auteur:Gillesen, Günther , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/dans_la_cathedrale_d_aix_la_chapelle_dans_frankfurter_allgemeine_zeitung_29_septembre_1978-fr-dd1e6c2a-8ebe-44e3-8cd6-1136ec0dc225.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Dans la cathédrale d'Aix-la-Chapelle

Par Günther Gillessen

Helmut Schmidt et Giscard d'Estaing sur la tombe de Charlemagne dans la cathédrale d'Aix-la-Chapelle – le geste devait toucher les spectateurs; c'est ce qu'il fit. Les deux hommes ont été assez prudents pour ne montrer que de façon silencieuse que le projet d'un système monétaire européen cachait quelque chose de politique, un nouveau point commun. Ce projet a quelque chose à voir avec les modifications dans les relations que les deux pays entretiennent avec les États-Unis.

Les relations franco-allemandes pourraient s'améliorer, parce que Giscard d'Estaing, depuis son élection à la présidence, n'a plus besoin d'utiliser les États-Unis comme prétexte pour exacerber le nationalisme français. De façon presque imperceptible, il a amélioré les relations de la France avec l'OTAN. Parallèlement, Paris s'est abstenu de nouvelles tentatives visant à établir une relation particulière vis-à-vis de l'Union soviétique. Ces tendances qui se sont opérées dans l'ombre n'ont été ni rapides ni uniformes. Il y eut aussi des revers de fortune, en particulier pendant les confrontations de Giscard avec Chirac. Les élections de l'assemblée nationale au début de l'année 1978, la défaite de l'alliance populaire et l'affaiblissement des gaullistes ont renforcé la position de Giscard. Depuis lors, il se sent plus libre.

Grâce à l'amélioration des relations de la France avec les États-Unis et avec l'OTAN, les relations françaises avec la République fédérale pouvaient elles aussi s'améliorer. La politique française ne demande plus à la République fédérale de faire l'impossible choix entre la France et les États-Unis, comme elle le faisait auparavant sous de Gaulle et Pompidou. Cela avait paralysé la vie à deux dès le début. Maintenant seulement, elle peut s'épanouir.

Les relations germano-américaines ont, elles aussi, évolué. Bonn ressent le besoin – et le Chancelier entrevoit la possibilité – de faire valoir plus fortement ses propres intérêts dans ses relations avec la plus grande puissance occidentale depuis que la politique de Carter n'a pas répondu à certaines attentes de Bonn vis-à-vis de Washington. Il y eut des querelles sur la politique nucléaire civile, des malentendus sur la bonne manière de réclamer le respect des droits de l'homme en Union soviétique, et personne, délibérément, ne s'est exprimé clairement sur la question de l'arme nucléaire. Pour couronner le tout, l'irritante passivité du gouvernement américain au sujet de la défense de la valeur extérieure du dollar est à déplorer. Bonn en a conclu qu'en agissant avec une plus grande autonomie, les relations avec les États-Unis s'en trouveraient améliorées. Ce lien reste pour Bonn de la plus haute importance.

En troisième lieu, l'auto-évaluation de la France par rapport à la République fédérale a également changé. Pompidou croyait encore devoir lever le veto de de Gaulle contre l'adhésion britannique à la Communauté, afin de pouvoir établir avec l'Angleterre un équilibre face à la République fédérale. Cette situation est dépassée. Peut-être parce que l'adhésion morose du Royaume-Uni convient peu à la répartition des poids, parce que le sentiment de la France de sa valeur en tant que puissance atomique, puissance protectrice à Berlin et force d'intervention capable d'agir en Afrique dans certaines limites s'est renforcé, ou parce que la France, malgré la manifestation exacerbée à l'automne dernier d'un sentiment de peur des Allemands exprimé par la gauche française, a aujourd'hui plus confiance en la stabilité du voisin allemand. Aix-la-Chapelle, en tant que théâtre des débuts du projet monétaire européen, montre que la France de Giscard ne craint pas une relation de proximité avec la République fédérale de Schmidt. La République fédérale ne sera plus longtemps simplement considérée et utilisée à Paris comme un glacis de politique de sécurité – Giscard recourt à une aide impartiale de Bonn sans pour autant craindre la dépendance. Le passage à l'économie de marché crée un point commun supplémentaire entre les voisins.

Il reste bien entendu des incertitudes. Le taux d'inflation français ne pourra être freiné par des moyens d'économie de marché uniquement si les syndicats ne se braquent pas. Même ce nouveau sentiment de bon voisinage ne constitue pas une garantie absolue; il peut à tout moment s'estomper et la tendance anti-américaine du gaullisme n'a finalement pas seulement été une affaire de quelques hommes politiques en France en son temps, mais fait bel et bien partie des traditions politiques françaises.

Enfin, il faut prendre en considération les retombées de la collaboration des deux pays sur la Communauté des Neuf. Même si le projet monétaire était aussitôt approuvé par les plus petits partenaires, il renfermerait le danger latent d'une Europe des plus grands – ou des plus rapides sur le plan économique. Le projet ne coïncidera pas avec les frontières de la Communauté si certains membres comme le Royaume-Uni sont absents et que certains pays non-membres – comme la Norvège, l'Autriche et la Suisse – veulent y participer.

Le coup d'envoi de l'unification européenne sera-t-il donné malgré tout cela? Certainement pas directement. Le côté institutionnel est quelque peu confus. Mais souvent ce furent les nécessités pressantes du jour qui profitèrent le plus à l'unification européenne, parfois seulement par un moyen détourné. Helmut Schmidt n'était pas un Européen convaincu quand il écrivit sa première déclaration gouvernementale. Aujourd'hui encore, il n'est pas davantage convaincu. Il a trouvé en Giscard un partenaire d'un génie égal au sein. Quand ils font avancer la coopération européenne, ils se servent des moyens desquels ils se sentent les plus proches: ni du Conseil des ministres, ni du Parlement ni de la Commission, mais du Conseil européen qu'ils ont créé. Ils veulent gouverner eux-mêmes, et non être gouvernés. Peut-être leur geste à la cathédrale d'Aix-la-Chapelle était-il un peu trop marquant, mais il n'est manifestement pas stérile.